



<http://comaguer.over-blog.com>

Bulletin n° 370 - semaine 13 - 2018

L'UNION EUROPEENNE EST UNE CAGE !

La recension du récent livre de l'essayiste italien Domenico Moro par Vladimiro Giacché qu'a traduite Marie Ange Patrizio (voir ci-après) donne envie d'avoir bientôt entre les mains sa traduction française.

En effet mises à part quelques allusions à la situation italienne qui renvoient d'ailleurs à la situation antérieure aux dernières élections législatives qui ont bouleversé le paysage politique au détriment des partis les plus pro-européens (allusions lointaines comme celle faite au MANIFESTO DI VENTOTENE manifeste pour une Europe fédérale rédigé en 1941 par des opposants au fascisme, ou allusions récentes : modification par le gouvernement Renzi de l'article 18 de la constitution dit statut des travailleurs qui, dit très succinctement , posait la règle de la réintégration par une décision de justice d'un salarié victime d'un licenciement abusif) le livre de Domenico Moro aborde une question qui concerne en fait toute la gauche européenne et son avenir parce qu'elle ne lui pas donné jusqu'à présent de réponse politiquement progressiste.

Moro souligne que la négation de la nation a profité et profite aux élites cosmopolites et non pas aux peuples à qui la souveraineté a été arrachée par les mécanismes mêmes de l'Union Européenne et de l'Union Economique et Monétaire.

En effet les peuples européens ont conscience que leur expression électorale, aussi insuffisante qu'elle soit, bridée et manipulée qu'elle est de nos jours par le capitalisme médiatique, ne sert plus aujourd'hui qu'à désigner des équipes qui n'ont aucune autonomie politique par rapport aux structures oligarchiques : Commission

européenne, Banque centrale européenne , mécanismes de l'Euro , institutions et mécanismes sur lesquels l'électeur européen, où qu'il soit, n'a aucune influence et où au contraire sévissent hors de tout contrôle démocratique les élites cosmopolites au service du Capital qui occupent aujourd'hui la totalité des postes de direction à la fois dans les institutions européennes et dans les grands oligopoles financiers et industriels.

Rendre à nouveau le peuple souverain c'est arracher le pouvoir à ces élites cosmopolites. Il s'agit bien d'un choix de classe.

Poser que la Nation est une collectivité humaine qui a un sens a une conséquence d'importance : l'inter-nationalisme, rapport entre nations égales en droit pouvant passer entre elles des contrats, notion à l'opposé du cosmopolitisme lequel s'acharne à dissoudre les Etats-Nations au profit de la domination du Capital sans frontières.

Domenico Moro vient ainsi mettre un terme sur le terrain de la philosophie aux vaticinations déracinées de Toni Negri et quelques autres qui ont tenté de détruire la conscience de classe. Ils ont travesti l'opposition CAPITAL / TRAVAIL en opposant abstraitement deux concepts globalisés vagues et non opératoires : l'EMPIRE et la MULTITUDE. Ils ont ainsi contribué à noyer les luttes de classes dans la mer des sargasses du cosmopolitisme. DOMENICO MORO rétablit les nations comme points d'appui premiers des luttes de classes et les réflexions auxquelles Vladimiro Giacché invite la gauche italienne sont à mener de toute urgence en France où le Président de la République cache mal des penchants fortement fédéralistes et applique une politique d'affaiblissement/destruction de l'Etat dont il est le chef.

Comaguer 31.03.2018



Lire :

De Domenico Moro

La crise du capitalisme et Marx

Le groupe de Bilderberg

De Vladimiro Giacché

Le second Anschluss (l'annexion de la RDA)

Trois livres publiés par les Editions Delga

Voilà pourquoi sortir de l'euro ne serait pas historiquement une régression

Vladimiro Giacché

Pour marx21.it, 26 février 2018 (*note COMAGUER : texte publié avant la constitution du nouveau gouvernement allemand et avant les élections législatives italiennes*)

Recension du nouveau livre de **Domenico Moro, *La gabbia dell'euro. Perché uscire è internazionalista e di sinistra*** (*La cage de l'euro. Pourquoi en sortir est internationaliste et de gauche*)

Contribution au débat sur communistes et question nationale ouvert sur notre site <http://www.marx21.it/index.php>:

Il est aujourd'hui difficile de considérer la gauche européenne autrement que comme un amas de débris. C'est vrai dans toute l'Europe (emblématique le cas de l'Allemagne, où un effondrement sans précédents du SPD -qui selon les derniers sondages ne recueillerait que 16% des voix- s'accompagne d'une Linke incapable de bénéficier de cette situation, en restant autour des 10%, tandis que l'AfD serait carrément devenu le second parti). Mais c'est surtout dans notre pays que la destruction de la gauche a atteint des niveaux tout simplement inimaginables il y a quelques années seulement- sans parler du temps où l'Italie se trouvait en présence du plus grand parti communiste d'Occident.

Nombreux sont ceux qui se sont interrogés sur la genèse de cette situation, qui évidemment a plus d'une cause. Et pas, cependant, celle si chère à une vulgate désormais en vogue depuis des décennies : selon laquelle les problèmes de la gauche italienne naîtraient d'une présumée "incapacité à se réformer", c'est-à-dire -concrètement- du refus de s'approprier de mots d'ordre modérés et d'adopter des politiques de simple gestion de l'existant, en abandonnant toute velléité de transformation sociale.

Cette théorie s'avère de façon flagrante démentie par les faits : jamais la gauche italienne, dans ses composantes numériquement les plus significatives, n'a été plus "compatible" et complaisante à l'ordre constitué -et jamais elle n'a été plus proche d'une débâcle électorale de portée historique. On serait tenté d'être plus drastique, et de dire que jamais la gauche n'a été plus distante de la réalité de ce qui arrive aujourd'hui. Cependant c'est une distance qui ne naît pas d'une rigueur obstinée envers sa propre tradition et sa propre culture, mais justement de l'attitude opposée : de l'abandon total et inconditionnel aux mots d'ordre de l'adversaire (on aurait autrefois ajouté "de classe"), de l'assimilation de l'idéologie de celui-ci, et -en conséquence- de la poursuite de ses intérêts, au lieu des intérêts de ses propres classes de référence.

Voilà à quoi nous avons affaire quand nous écoutons des "experts" ou politiciens "de gauche" affirmer que les problèmes de compétitivité des entreprises italiennes peuvent se résoudre en démantelant les tutelles prévues par l'article 18 du Statut des travailleurs¹ ; quand nous les entendons se vanter de ce qu'ils sont arrivés à privatiser et se promettre de faire encore plus et mieux à ce sujet, ou quand nous les voyons voter au Parlement le recul de l'âge de la retraite ou le renversement de l'article 81 de la Constitution² sur proposition du "gouvernement des techniciens" (un gouvernement -il faut le rappeler- qui, né pour réduire la dette publique, s'est révélé tellement compétent qu'il nous laisse 13% de dette en plus).

Mais qu'y a-t-il de commun entre ces très concrets (et très erronés) choix politiques ? Le fait qu'ils ont été prescrits par les autorités européennes comme cures pour résoudre les problèmes de notre pays. Avec le résultat évident de les aggraver, et en particulier de détruire une capacité productive, de doubler le nombre de chômeurs et d'appauvrir ceux qui ont encore un travail. Mais il ne suffit pas de renvoyer à Schäuble et à la Troïka, ni au succédané de cette dernière en Italie, Mario Monti, pour comprendre l'origine de ces choix politiques. Ils sont en effet parfaitement cohérents avec les Traités européens -de marque totalement libérale au moins depuis l'Acte Unique Européen de 1986-, et plus encore avec l'appartenance de notre pays à une monnaie unique : monnaie dans laquelle, grâce à l'élimination d'un mécanisme automatique de ré-équilibrage entre les différentiels de compétitivité comme celui représenté par les réajustements du change, est devenue parcouru obligé la voie de la déflation salariale (dans un suivisme impossible du pays hégémonique de la zone, qui depuis des décennies a pris comme drapeau un mercantilisme monétaire fondé sur la "modération" salariale).

Maintenant, quand on essaie d'observer tout cela, on se trouve à gauche devant un mur. Et pas seulement avec la dite "gauche modérée" (définition en vérité désormais périlleusement proche de celle de "feu mouillé"), mais aussi avec de nombreux représentants de la dite "gauche radicale". Lesquels, bien que partageant en paroles la critique envers les politiques de ces dernières années, s'arrêtent juste avant d'affronter le problème à la racine : c'est-à-dire la mise en question de la monnaie unique européenne et l'Union européenne. Nombre d'entre eux aussi, en effet, au

¹ Article 18 voir <https://blogs.parisnante.fr/article/larticle-18-du-statut-des-travailleurs-en-italie-relatif-au-licenciement-par-elodie-magnacca>

² Etant donné sa longueur, voir l'article cité dans :

http://www.quirinale.it/qrnw/costituzione/pdf/costituzione_francese.pdf

lieu de prendre acte que l'Union européenne est irréformable (et elle l'est littéralement, étant donné que les Traités ne peuvent être changés qu'à l'unanimité), et que la monnaie unique est de toute évidence pour le moins une partie significative des problèmes auxquels nous faisons face, préfèrent s'échapper d'une part dans le rêve radieux d'une "autre Europe" (sans jamais arriver à en définir ni les contours ni une voie concrètement praticable pour y arriver), d'autre part dans une métaphysique obscure. Métaphysique de l'impossibilité ("sortir [de l'UE] est impossible"), de l'angoisse ("sortir serait une catastrophe") et de la régression ("sortir serait historiquement une régression").

Démonter les trois piliers de cette métaphysique est une priorité absolue pour quiconque aujourd'hui veut faire un peu de clarification à gauche. Un livre de Domenico Moro *La gabbia dell'euro. Perché uscirne è internazionalista e di sinistra* vient à peine d'être publié ; il a le grand mérite d'affronter avec de solides arguments notamment la métaphysique de la régression. Qui dans le texte est synthétisée ainsi : "la sortie de l'euro" serait "politiquement et historiquement régressive, parce qu'elle représenterait le retour à la nation" (concept, pour sa part, observe justement l'auteur, "identifié à celui du nationalisme"). À cette position Moro répond de façon très articulée et convaincante, sans dédaigner notamment d'opérer une lecture critique du "Manifesto di Ventotene" (un des textes les plus cités et les moins lus du XX^{ème} siècle), ou de parcourir l'histoire de l'idée de nation depuis le XVIII^{ème} siècle.

Sur l'européisme, sa thèse de fond est celle-ci : "*l'idéologie européiste est une articulation directe, en Europe, de l'idéologie cosmopolite, qu'on ne doit absolument pas confondre avec l'internationalisme*". Donc, comme cette fausse identification est une part importante de l'équivoque par lequel l'européisme serait "progressiste" et "de gauche", il conviendra maintenant de citer *in extenso* les affirmations de l'auteur à ce sujet :

"L'internationalisme, comme partie de la pensée socialiste des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, ne fait pas abstraction de l'existence des nations et des Etats et a un caractère collectif et de classe. En fait, il se propose de dépasser les différences et les rivalités nationales et étatiques par la construction d'une solidarité et d'une unité d'objectifs économiques et politiques entre classes subalternes et travailleurs salariés appartenant à des nationalités différentes, face au capital. L'internationalisme tient compte de l'existence des nationalités et soutient le principe de l'autodétermination des peuples, c'est-à-dire le droit à la séparation, comme instrument de lutte contre l'oppression de l'impérialisme et des régimes autoritaires et arriérés. Mais il cadre toute la question nationale à l'intérieur de la défense des intérêts généraux du travail salarié et des classes subalternes, et lutte contre tout ce qui divise et met en concurrence les travailleurs, y compris les différences nationales.

Le cosmopolitisme, au contraire, fait abstraction des nations et a un caractère individualiste. L'individu se sent citoyen du monde, au lieu d'être lié à une communauté territoriale déterminée. Sur le plan économique, le cosmopolitisme exprime l'aspect de la mobilité, une des caractéristiques vitales du capital, qui requiert à la fois l'existence de l'Etat territorial, pour les garanties et les règles que celui-ci peut offrir, et une ample liberté de mouvement au-dessus et à travers les frontières étatiques. Le cosmopolitisme comme idéologie naît dans la période des Lumières ; il est l'œuvre de la maçonnerie, organisation secrète qui naît dans une

vision universaliste, et en général des élites capitalistes liées aux intérêts mondiaux et à des réseaux de relations supranationaux, plutôt que seulement à de spécifiques relations territoriales [...] Le caractère cosmopolite va être accentué dans des moments historiques particuliers, par exemple dans la période actuelle, quand s'affirme la tendance à l'internationalisation des capitaux. Les élites transnationales contemporaines ont un caractère cosmopolite marqué : elles étudient dans les mêmes universités de prestige mondial, fréquentent les mêmes cercles et les mêmes think tank internationaux (la Commission Trilatérale, le Groupe Bilderberg, l'Aspen Institute), ont des résidences dans les plus grandes métropoles européennes et étasuniennes, mais surtout se rencontrent dans les conseils d'administration d'entreprises et de banques transnationales. Le cosmopolitisme est alimenté par des mécanismes spécifiques d'intégration des élites : les interlocking directorates, qui prévoient la participation simultanée à des conseils d'administration de différentes entreprises, et le mécanisme des "chaises tournantes" qui se fonde sur l'alternance de charges dans des entreprises et des banques, dans l'administration étatique, dans les organismes supranationaux et dans les institutions universitaires".

Comment situer l'UE et l'Union économique européenne dans ce contexte ? Selon Moro *"l'union européenne (UE) et l'Union économique et monétaire (UEM) sont la manifestation d'une phase du capitalisme dans laquelle l'élément cosmopolite a un plus grand poids à la fois en regard de la phase classique de l'impérialisme territorial des années allant de 1870 à 1945, et en regard de la phase de décolonisation et de pré-mondialisation allant de 1950 à 1989, année où, avec la dissolution de l'URSS, on fait débiter la dite mondialisation, qui n'est d'ailleurs rien d'autre que l'élargissement au niveau mondial du marché capitaliste, au moyen de l'abatement ou de la restriction des barrières étatiques en faveur de la libre circulation de capitaux et marchandises. L'UEM, en effet, en favorisant et accentuant la fuite des mécanismes de l'accumulation au-delà du périmètre de contrôle de l'Etat, donne libre cours au déplacement du barycentre de l'accumulation d'un niveau national à un niveau international".*

C'est dans cette grille de lecture que Moro présente le lien entre l'union monétaire et la théorie (et la pratique) de la "contrainte externe", qui a accompagné les différentes phases de l'intégration européenne de l'Italie depuis les années Quatre-vingt : *"L'euro a été le principal instrument de réorganisation de l'accumulation dans la phase capitaliste mondiale, dans les spécifiques et particulières conditions économiques et politiques de l'Europe occidentale... En Europe continentale (par rapport aux îles britanniques), surtout en Italie, France et Espagne, à cause des rapports de force économiques et politiques particuliers existant entre les classes sociales, il a fallu avoir recours au levier de la contrainte externe européenne. Ce levier a permis de contourner parlements et systèmes électoraux qui, exprimant des intérêts diversifiés, ne permettaient pas la gouvernabilité si souhaitée, c'est-à-dire la capacité des gouvernements à mettre en pratique les contre-réformes de l'Etat-providence et des marchés des capitaux, des marchandises et du travail, voulues par le capital et imposées pour son compte par la BCE et par la Commission européenne".* Et c'est pour ces raisons, conclut Moro, que *"l'idéologie dominante, c'est-à-dire l'idéologie des cercles économiques hégémoniques, n'est pas aujourd'hui celle du nationalisme, mais bien celle du cosmopolitisme".* En effet, l'idéologie nationaliste *"ne représente pas, dans cette phase historique, les intérêts de fond du grand capital européen".* On peut comprendre cela, observe Moro, en considérant

que *“le concept de nation et ceux de patrie et de peuple qui lui sont liés, ont changé au cours du processus historique et, dans chaque période, ont pris des significations diverses en fonction du point de vue, c'est-à-dire de l'orientation, politique et de classe”*.

Entre la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème}, *“les concepts de nation et de patrie deviennent l'instrument idéologique des puissances européennes nouvelles et anciennes en compétition, en France et en Italie comme en Allemagne, pour la création de consensus autour des politiques impérialistes, et finalement pour la mobilisation des masses dans la guerre mondiale. On passe ainsi de la nation au nationalisme, c'est-à-dire à une conception de supériorité de sa propre nation sur les autres. Dans le même temps, cependant, on assiste au développement du concept de nation dans un sens progressiste, c'est-à-dire comme lutte contre l'oppression impérialiste des peuples, en Europe et surtout dans les colonies”*.

En Europe, après la première guerre mondiale, *“le concept de nation se trouve dirigé et exacerbé par le fascisme et par le nazisme. L'idée de nation et de patrie se réanime surtout à la suite de l'invasion nazi-fasciste des pays européens, et surtout après l'invasion de l'URSS. Où le parti communiste fait appel au peuple entier pour la défense de la patrie dans la lutte contre l'invasion nazie, qui, de fait, sera définie comme Grande guerre patriotique. En Occident aussi la Résistance n'est pas seulement lutte contre le fascisme mais en même temps lutte contre l'envahisseur étranger. En conséquence, elle prend, entre autres connotations, celle de guerre patriotique. Les formations partisans italiennes, indépendamment de leur couleur politico-idéologique, choisissent souvent de prendre un nom faisant référence à des patriotes du Risorgimento : Mazzini, Pellico, Menotti, frères Bandiera, etc. Les formations partisans mêmes du Parti communiste italien, majoritaires dans la Résistance italienne, se réclament fréquemment de la tradition du Risorgimento, en prenant par exemple le nom collectif de Brigades Garibaldi”*. Après la guerre, le PCI de Togliatti comme on le sait développera, surtout après 1956, la *“voie nationale ou italienne au socialisme”*. Moro observe -à juste titre- que *“cela fut la dernière véritable stratégie que les communistes se donnèrent en Italie”*.

Revenant à nous, quelle signification peut-on attribuer aujourd'hui à la nation ? Domenico Moro répond : *“La nation est un fait objectif, c'est-à-dire qu'elle existe jusqu'aujourd'hui en tant qu'individualité historique. Toutefois, elle prend une signification politique et idéologique différente selon qui en dirige l'interprétation et selon le contexte socio-économique historique”*. Et la situation actuelle est caractérisée par le fait que *“l'élite capitaliste a abandonné le concept de nation ou, pour être plus précis, l'a mis au second plan et rendu subalterne à l'autorégulation du marché et aux institutions supranationales. Alors que jusque récemment existaient des intérêts communs, entre l'élite économique et les secteurs subalternes, ou du moins la possibilité qu'on puisse établir un pacte social au niveau national, aujourd'hui ce pacte a été déchiré justement par cette élite de plus en plus internationalisée. De sorte que la précédente unité de la communauté nationale, même en ayant toujours exclus une part plus ou moins grande des subalternes, s'est profondément fracturée [...] Le capital a déchiré le pacte social keynésien, c'est-à-dire la base matérielle de la Constitution, et aujourd'hui ses intérêts, notamment en Italie et dans les autres pays les plus pénalisés par l'intégration européenne, s'opposent objectivement aux intérêts populaires, ceux de la majorité de la*

population. Pour la pensée dominante le concept même de peuple est à présent “politiquement incorrect”, au point de déclarer qu’en suivre les intérêts revêt une acception négative, et devient populisme”.

A l’égard de tout cela, l’auteur revendique la valeur actuelle et le caractère progressiste d’un “patriotisme constitutionnel, c’est-à-dire de l’appartenance à une communauté nationale conditionnée par le respect et la relance de la Constitution. Une Constitution, cependant, non pas détournée par les modifications demandées par l’Europe comme c’est le cas aujourd’hui, mais bien dans son enracinement originel et surtout unie à la critique du capitalisme. Surtout, ce qui distingue une conception progressiste et actuelle de nation d’une conception réactionnaire et arriérée est la question du pouvoir. La conception progressiste, en effet, se fondant sur le principe de la volonté populaire, doit se poser en perspective la question de la conquête du pouvoir de la part des classes subalternes et, dans l’immédiat, celle de l’action pour la modification des rapports de force entre les classes. Pour ces raisons justement, la récupération de la volonté populaire et du patriotisme constitutionnel, dans le contexte fortement cosmopolite et internationalisé, ne peut que se configurer, si nous voulons rester dans le concret et non dans les abstractions théoriques, en termes à la fois nationaux et internationalistes. Mais, seule la récupération de la volonté populaire et l’amélioration des rapports de force à un niveau national, dans les conditions spécifiques de l’intégration européenne, peuvent poser les fondements pour le développement d’une politique internationaliste, qui soit capable donc de construire une collaboration et une unité d’intentions entre les salariés et les subalternes d’Europe”.

Mais que signifie concrètement “récupération de la souveraineté démocratique et populaire” ? Cela signifie d’abord “le rétablissement d’un contexte de lutte où les subalternes ne soient pas battus au départ, moyennant la réintroduction de mécanismes économique-institutionnels qui permettent de redéfinir des rapports de force plus favorables au travail salarié. Ces mécanismes se concrétisent, avant tout, en replaçant au niveau de l’état le contrôle sur la monnaie, afin de manœuvrer sur les changes et d’attribuer à la Banque centrale le rôle de prêteur de dernière instance et d’achat des titres d’Etat”. De ce point de vue, observe Moro, “la sortie de l’euro [...] est une condition certes non suffisante mais nécessaire, sur le plan politique, et pas seulement sur le plan économique, pour défendre les intérêts de travail salarié et surtout pour reconstruire une stratégie de changement à un niveau européen : c’est-à-dire une stratégie internationaliste. C’est une conditio sine qua non, sans laquelle on ne peut ni promouvoir une politique de budget public expansionniste, ni un élargissement de l’intervention publique, au moyen de véritables re-nationalisations de banques ou entreprises de caractère stratégique ; ni encore moins défendre efficacement salaires et Etat-providence. À l’intérieur de l’euro on peut et on doit lutter pour le travail, le salaire et l’Etat-providence, mais les conditions n’existent pas pour déployer cette lutte jusqu’au bout et avec efficacité”.

Voilà pourquoi, pour répondre à la question qui donne son titre au livre, Moro affirme que sortir de la cage de l’euro est “de gauche”. Mais est-ce aussi “internationaliste” ? La réponse de Moro est affirmative. Elle procède d’une analyse de la situation actuelle, dans laquelle “les mécanismes de l’intégration monétaire créent ou creusent les divisions entre les classes ouvrières des différents pays, en les mettant en compétition les unes contre les autres sur le plan du salaire et de la réduction de

l'Etat-providence ; en divisant les peuples entre les "cigales" et gaspilleurs, comme les Grecs et les Italiens, et les "fourmis" et probes, comme les Allemands. Rien à voir, donc, avec le développement de solidarités et valeurs communes, rien à voir avec le dépassement du nationalisme et la recomposition de classe grâce à la mondialisation et à l'Europe". Contre tout cela, "seule une élaboration politique qui mette au centre la pratique de l'objectif du dépassement de l'euro et des traités européens, en la reliant à une critique des rapports de production, à la crise du capital et au néolibéralisme, peut permettre de relancer une politique qui soit à la fois efficace au niveau national et internationaliste au niveau européen, permettant à la gauche de recréer une force politique qui ne soit pas vue comme résiduelle et désormais destinée au cimetière de l'histoire".

Il serait certes facile de mesurer la distance qu'il y a entre ces paroles et les positions d'une grande partie des formations de gauche présentes aux élections du 4 mars. Mais il est sans aucun doute plus productif de remettre cette réflexion à l'après élections. La reprise d'une gauche politique en Italie ne sera ni facile ni rapide. Elle devra repartir d'une réflexion très sérieuse sur sa propre histoire, sur les erreurs accomplies et sur les choses à faire. À cette réflexion pourront difficilement être étrangers les thèmes traités dans le livre de Domenico Moro.

<http://www.marx21.it/index.php/internazionale/europa/28776-ecco-perche-uscire-dalleuro-non-sarebbe-storicamente-regressivo>

Traduction Marie-Ange Patrizio pour **Comaguer** (Comité Comprendre et agir contre la guerre, Marseille)